

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 50 (1909), p. 141-146

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__141_0

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5 — MAI 1909

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 AVRIL 1909

SOMMAIRE. — Adoption du procès-verbal de la séance du 17 mars 1909. — Élection de quatre membres titulaires. — Présentation de deux membres titulaires. — Nécrologie. — Nomination de l'administrateur du Collège de France et élection à l'Académie française — Correspondance. — Présentation d'ouvrages : M. le Président, M. March, M. le Secrétaire général. — Communication de M. Desroys du Roure sur les taxes de remplacement des droits d'octroi à Paris ; discussion : MM. March, Raphaël-Georges Lévy, Neymarck, Albert Delatour, Delamotte, Charles Laurent, Meuriot, Bernard.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. G. PAYELLE, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté sans observations.

Sont élus à l'unanimité, comme *membres titulaires* : MM. Roger DELATOUR, LENOIR, BUNLE et DUGÉ DE BERNONVILLE, présentés à la précédente séance.

M. le PRÉSIDENT annonce la candidature, à titre de membres titulaires, de M. Joseph GIRARD, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École des sciences politiques, actuaire à la Compagnie des chemins de fer du Nord, lauréat de l'Institut, 95, rue de Maubeuge, présenté par MM. André Liesse et Barriol ; et de M. Max LAZARD, docteur en droit, *master of arts* de l'Université de Columbia, 34, rue de Babylone, présenté par MM. Fernand Faure et Lucien March.

M. le PRÉSIDENT fait part à la société du décès de M. Hancock :

« Nous avons appris, dit-il, avec un vif sentiment de regret la mort d'un de nos membres associés les plus distingués, M. Hancock, décédé à Londres, le 22 mars dernier.

« M. Charles Hancock nous appartenait depuis 1885. Il était également membre de la Société de statistique de Londres. C'était un statisticien de valeur et un ami de vieille date de notre société.

« En nous apprenant le malheur qui la frappe et qui frappe en même temps la Société de statistique, M^{me} V^o Hancock veut bien nous faire savoir que notre regretté collègue, désireux de marquer les sentiments d'attachement qu'il avait pour notre Société, a bien voulu lui léguer une somme de 3.000 francs. Ce legs généreux ratifié une promesse faite il y a vingt-cinq ans par M. Hancock et renouvelée il y a cinq ans à quelques-uns de nos collègues et notamment à M. Yves Guyot. Aux sentiments de douloureux regrets que nous inspire la perte de notre collègue se mêle

un sentiment de reconnaissance dont je me fais ici l'interprète et que j'ai eu l'honneur d'exprimer, au nom de la Société de statistique, à M^{me} Hancock, en y joignant l'hommage de notre profonde condoléance. »

M. le Président signale ensuite, d'après le *Journal officiel*, que, par décret du 26 mars dernier, M. Levasseur, membre de l'Institut, professeur d'histoire des doctrines économiques au Collège de France, a été nommé administrateur de cet établissement pour une nouvelle période de trois années, à dater du 1^{er} avril 1909. « Nous sommes heureux, dit l'orateur, d'adresser au maître que nous aimons et vénérons tous l'expression de nos vives félicitations. »

M. le Président félicite également, au nom de la Société, M. Raymond Poincaré, notre collègue, élu, le 18 mars dernier, membre de l'Académie française.

« Cette élection honore en M. Poincaré l'écrivain de grand talent, l'avocat éloquent, l'homme politique aux vues hautes et droites, — nous pouvons dire encore le statisticien sûr et probe. Tous ceux qui connaissent les ouvrages de M. Poincaré, ses discours, ses écrits politiques, savent en effet quelle documentation rigoureuse sert de base à ses opinions, sa confiance dans les enseignements et les ressources de la science que nous servons, son respect scrupuleux de la vérité. L'honneur qui lui est fait réjouit sincèrement tous ses collègues de la Société de statistique. »

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture de la correspondance, dont une lettre que vient de lui adresser M. Levasseur, par laquelle notre éminent collègue exprime ses regrets de ne pouvoir assister à la séance et présenter lui-même à la Société une étude qu'il lui destine sur la *Statistique des batailles et des pertes causées par la guerre depuis trois siècles*.

Ce travail, dit l'orateur, a été composé à l'aide des documents statistiques contenus dans un volume intitulé : *Militär-historisches Krieger-Lexicon*, volume de 956 pages, dont l'auteur est un Français, M. le D^r Bodart, résidant à Vienne. C'est une publication qui atteste des recherches considérables dans les histoires générales et militaires, dans les mémoires et rapports du temps. L'auteur a donné pays par pays et pour chaque guerre la liste des sources auxquelles il a puisé ses renseignements ; cette liste ne contient pas moins de 300 articles. Il a dressé le bilan de chacun des engagements dans lesquels la perte a été de 2.000 hommes au moins, batailles et combats sur terre, sièges, prises d'assaut et capitulations de villes, capitulations d'armées en rase campagne, batailles navales et il a groupé méthodiquement les résultats dans une série de tableaux qui les présentent sous leurs divers aspects.

De 1618 à 1905, le nombre total de ces engagements s'est élevé à 1.700, à savoir : 1.044 batailles et combats sur terre, 122 sur mer, 490 sièges, 44 capitulations. En réalité le nombre est un peu moindre parce que les engagements dans lesquels il y a eu plus de deux adversaires sont enregistrés plus d'une fois.

Lorsqu'on examine le tableau de la répartition par Etat des engagements, on constate que la France se trouve au premier rang, comme ayant pris part à 1.079 engagements, 651 combats sur terre, 63 sur mer, 332 sièges, 32 capitulations en rase campagne ; ce qui fait 63 % des 1.700 engagements enregistrés par M. Bodart. L'Autriche se place au second rang avec un taux de 48 %, la Grande-Bretagne au troisième avec 20 %, la Russie (qui ne figure dans la statistique que depuis 1700) avec 19, la Prusse (qui ne figure que depuis 1740) avec 18, l'Espagne avec 16, la Turquie avec 12, les Pays-Bas avec 10, etc.

M. le PRÉSIDENT invite M. le Secrétaire général à remercier M. Levasseur de sa communication et dit que la Société sera heureuse de voir figurer dans son Journal l'intéressante étude annoncée.

M. le PRÉSIDENT offre à notre bibliothèque une brochure qui lui a été adressée par M. Delgado, directeur de la statistique au Ministère de l'instruction publique du Pérou.

Cet ouvrage, présenté au dernier Congrès panaméricain, a pour objet l'étude des bases d'un projet de création d'un *Office d'informations panaméricain*, en vue de l'établissement d'une *Statistique scolaire*, uniforme et complète.

M. Lucien MARCH dépose sur le bureau, de la part de leurs auteurs, deux volumes qui viennent de paraître. Le premier, de M. Max Lazard, a pour titre : *Le Chômage et la Profession*. Il renferme une comparaison détaillée des renseignements recueillis sur le chômage professionnel, tant en France, en 1896 et 1901, qu'en Allemagne en 1895, à la suite du recensement de la population dans chacun de ces pays. De cette comparaison, il ressort que chaque profession comporte un risque de chômage mesurable à certains égards, et pouvant par conséquent être utilisé pour l'assurance contre le chômage.

L'autre ouvrage, offert par M. Maurice Halbwachs, renferme une étude très documentée sur *les expropriations et le prix des terrains à Paris*. Après un historique des grands travaux de Paris dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, l'auteur étudie les déplacements de population qui justifient ces travaux ou en ont été la conséquence. Il examine ensuite le mouvement des expropriations et l'influence de ce mouvement, soit sur les constructions immobilières, soit sur le prix des terrains.

On trouvera dans un numéro ultérieur du Journal des notices bibliographiques rendant compte de ces deux intéressants ouvrages.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture de la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance, que l'on trouvera page 179.

L'ordre du jour appelle la communication de M. Desroys du Roure sur les *taxes de remplacement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques à Paris*.

M. DESROYS DU ROURE rappelle d'abord les dispositions législatives qui ont obligé la ville de Paris à supprimer, en 1901, les droits d'octroi établis sur les boissons hygiéniques, et qui l'ont autorisée à les remplacer par différentes taxes directes et indirectes. Le produit de ces droits avait été en moyenne, pour les années 1895 à 1897, de 56.571.714 francs. Pour atténuer la diminution de recettes résultant de leur suppression, la ville renonça au prélèvement qu'elle opérait sur les produits de l'octroi afin d'acquitter au lieu et place des contribuables les cotes personnelles et une partie du contingent mobilier dû à l'État; ce prélèvement, d'une valeur moyenne de 4.658.000 francs, fut réparti, dans certaines conditions, entre les assujettis à la contribution personnelle-mobilière

Pour le surplus, la ville eut recours aux taxes suivantes : 1° L'élévation du droit d'octroi sur les boissons alcooliques de 79^f80 à 165 francs par hectolitre d'alcool pur. Jointe à l'augmentation du droit de consommation sur les mêmes liquides, elle a eu pour résultat l'abaissement de la consommation annuelle par habitant de 7^f50 à 4^f78.

Cette diminution paraît due surtout à la réduction du degré alcoolique des spiritueux et à celle de la capacité des petits verres; d'autre part, la distillation clandestine s'est développée et a augmenté la partie de la consommation qui échappe à la statistique;

2° Une taxe foncière de 2^f50 % sur le revenu net des propriétés bâties, sans aucun dégrèvement pour les locaux vacants;

3° Une taxe de 0^f50 % sur la valeur vénale de la propriété non bâtie, remplacée en 1902 par une taxe de 0^f10 % sur la valeur en capital des propriétés bâties et non bâties;

4° Une taxe de 1 % sur la valeur locative des locaux servant à l'habitation personnelle, et des locaux commerciaux et industriels;

5° Une taxe d'enlèvement des ordures ménagères, qui n'est en réalité qu'un impôt municipal locatif;

6° Une taxe municipale sur les cercles;

7° Une taxe municipale sur les voitures, chevaux, automobiles;

8° Des taxes additionnelles à certains droits d'enregistrement;

9° Une taxe d'octroi sur les oranges, citrons et limons, supprimée en 1902;

10° Un demi-centime additionnel aux quatre contributions directes.

Le produit annuel moyen de ces taxes a été de 63.486.917 francs, alors que les droits qu'elles remplacent étaient de 66.943.613 francs, y compris la taxe ancienne

d'octroi sur l'alcool ; c'est donc, pour le budget municipal, une perte annuelle de 3.456.696 francs, perte qui est en réalité plus élevée, si l'on tient compte de l'accroissement qu'auraient vraisemblablement subi, depuis 1901, les droits d'octroi supprimés.

D'un autre côté, la réforme a fait tomber de 51 à 37 % la part des droits d'octroi dans les recettes totales de la ville, ce qui est avantageux au point de vue de la stabilité du budget.

La propriété a supporté à elle seule plus de 50 % des nouvelles taxes. Il est difficile de dire dans quelle mesure elle a pu rejeter cette charge sur les locataires, mais il est à présumer que les taxes de remplacement ne sont pas étrangères à l'augmentation des loyers à Paris.

Les consommateurs de spiritueux ont contribué aux nouvelles charges dans la proportion de 18,56 % ; viennent ensuite les locataires et occupants, avec 16,39 %, et le commerce et l'industrie avec 6,88 %.

Quant au dégrèvement provenant de la suppression du droit d'octroi, les consommateurs de vin achetant à la pièce ou au litre en ont bénéficié en totalité, tandis que le prix des vins fins vendus à la bouteille et de la bière vendue au bock n'a pas varié.

La consommation des boissons hygiéniques a fortement augmenté à la suite de la réforme, autant qu'on peut en juger par la statistique des entrées qui, n'étant plus contrôlée par une perception, n'offre plus le même degré de certitude qu'auparavant.

En terminant, M. Desroys du Roure constate que la réforme a provoqué bien des récriminations, mais aucun trouble économique profond. La propriété immobilière a été frappée bien lourdement, étant donné que, par le jeu des mutations, la plupart des propriétaires actuels ne sont pas ceux qui ont profité des plus-values acquises depuis nombre d'années : mais cette taxation n'a pas produit de crise immobilière. Quant à l'alcool, il a aussi été trop chargé, et on en est arrivé au point où la matière imposable se dérobe. Il eût mieux valu, à son avis, ménager la propriété foncière et l'alcool et maintenir un léger droit sur les vins, ce qui eût permis d'ailleurs de déjouer la distillation clandestine. Enfin, en présence des difficultés qu'a présentées cette réforme partielle, il est permis d'hésiter devant la solution à donner au problème général de la suppression totale de l'octroi à Paris.

M. L. MARCH, à propos de la taxe de 4,50 % sur le revenu net des propriétés bâties, qui frappe tous les locaux, vacants ou non, indique que la crainte de payer cette taxe, sans percevoir un revenu correspondant, a pu empêcher les propriétaires de bâtir de nouveaux immeubles, ce qui expliquerait la diminution du nombre de locaux vacants que l'on constate depuis 1900 ; ce ralentissement dans les constructions neuves pourrait expliquer, par la diminution de l'offre, l'augmentation du prix des loyers.

M. Raphaël-Georges LÉVY fait observer que, d'autre part, la création de la taxe sur les locaux vacants a pu pousser les propriétaires à réduire le prix des loyers, pour éviter des vacances devenues encore plus onéreuses.

M. Alfred NEYMARCK fait observer que pour se rendre compte aussi exactement que possible des résultats de la réforme fiscale entreprise par la ville de Paris, il serait utile de juxtaposer les mouvements de la population parisienne aux différentes dates indiquées par M. du Roure dans son intéressante communication. Il est évident que si certains droits perçus sont restés stationnaires ou ont fléchi alors que la population aurait augmenté, et que de même si ces droits ont fléchi malgré l'accroissement de la population, les résultats obtenus démontreraient qu'au point de vue des finances municipales il aurait mieux valu ne pas modifier les anciennes taxes pour les remplacer par de nouvelles, dont le produit n'a pas répondu aux espérances conçues par leurs auteurs. On s'aperçoit dès lors de la vérité d'une assertion souvent répétée : c'est que les meilleurs impôts — en supposant qu'il y en ait qui méritent cette qualification — sont ceux auxquels le contribuable est habitué depuis longtemps. Tout nouvel impôt de remplacement paraît productif sur le papier ;

mais la ville vient de faire l'expérience qu'il n'en est pas ainsi, et les chiffres fournis par M. du Roure en sont la preuve.

On peut dire, il est vrai, que la réforme fiscale de la ville de Paris n'a pas produit de trouble économique. Au premier abord, l'abolition des droits d'entrée sur les vins a été favorablement accueillie ; mais quand le contribuable parisien s'est aperçu de la multiplicité des impôts créés pour remplacer ces droits, sa satisfaction a été déçue et s'est changée en mécontentement. C'est un danger de frapper trop lourdement la propriété immobilière, et il est très dangereux aussi, au point de vue hygiénique, dans une agglomération de près de 3 millions d'individus, de frapper les propriétés non bâties. Paris, on peut l'affirmer, manque d'air, de jardins, de squares, et les quelques droits perçus pour atteindre les rares jardins ou terrains qui entourent encore quelques maisons sont véritablement peu de chose, en comparaison du bien que ferait à la santé publique un peu plus d'air, de lumière et de jour. La taxe sur les ordures ménagères et son mode d'établissement ont soulevé bien des quolibets ; l'augmentation des droits sur l'alcool a produit, en apparence, une diminution dans la consommation, mais cette diminution ne serait une réalité qu'autant que la fraude n'aurait pas augmenté ; or on sait que cette fraude s'exerce en grand et se développe. Au point de vue des finances municipales, la réforme a donc été contraire à la ville ; les contribuables, de leur côté, n'y ont rien gagné, ils ne paient pas moins qu'auparavant. On peut dire qu'elle a eu pour conséquence de permettre une consommation plus grande des boissons hygiéniques à nombre de personnes qui ne pouvaient supporter les droits d'entrée : mais pour la partie de la population la moins aisée, la plus pauvre, celle qui s'approvisionne au jour le jour au détail, on ne peut constater une amélioration bien sensible. M. Alfred Neymarck termine ses observations en disant que la communication de M. du Roure, si documentée, si précise, jette la lumière sur bien des faits et est un document précieux pour la statistique.

M. DESROYS DU ROURE fait remarquer que le conseil municipal n'a pas pris l'initiative de la réforme, mais que c'est la loi qui l'a contraint de la mettre à l'étude.

En ce qui concerne la taxe sur les locaux vacants, il dit que nombre des demandes en autorisation de bâtir, à peu près constant avant la réforme, a à peine fléchi depuis son application, sauf dans les deux dernières années. Si d'ailleurs le désir de trouver preneur pour les locaux vacants devait influencer sur les loyers dans le sens de la baisse, ce ne sont pas les petits locataires qui en profiteraient, car ce sont surtout les gros loyers qui subissent des vacances.

M. Albert DELATOUR fait observer que la répercussion des taxes de remplacement sur l'augmentation du prix des loyers a surtout été sensible pour les petits locataires, qui ne peuvent y échapper en restreignant la grandeur de leur logement déjà réduite au minimum.

M. L. MARCH a examiné la répercussion de la réduction des droits sur les vins sur le bien-être de la population parisienne ; il a trouvé que l'abaissement du prix des vins a compensé le renchérissement qui s'est produit sur un certain nombre d'autres marchandises, notamment depuis 1905.

M. DELAMOTTE dit que le système des taxes de remplacement présente sur le système antérieur cette infériorité qu'il ne permet plus d'imposer les étrangers et les hôtes de passage, qui contribuaient largement au paiement des droits d'octroi, comme le prouvent les recettes exceptionnelles de l'année 1900.

M. Charles LAURENT, à propos de l'incertitude actuelle de la statistique des entrées de vins à Paris fait observer que même des chiffres exacts ne donneraient pas la mesure de l'accroissement de la consommation depuis la réforme, en raison de la quantité de vin qui est distillée dans Paris et consommée comme alcool.

M. MEURIOT propose, pour connaître le chiffre des entrées de vin, d'utiliser les statistiques des administrations de chemins de fer.

M. BERNARD répond que les données ainsi recueillies seraient incomplètes, une quantité considérable de vin entrant dans Paris par la voie fluviale ou par les routes de terre.

M. Albert DELATOUR désirerait que l'administration de l'octroi portât toute son attention sur les statistiques de ce genre, alors même qu'une perception ne permettrait pas de les contrôler ; le chiffre des introductions de vin dans Paris constitue en effet un élément des plus instructifs.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Desroys du Roure de sa très intéressante communication, ainsi que les différents orateurs. Il résume la discussion et insiste particulièrement sur l'intérêt que présenterait le rétablissement d'une statistique précise, en ce qui concerne l'entrée du vin à Paris. Il estime être l'interprète de la Société en exprimant le désir que les entrées soient constatées avec le plus d'exactitude possible, malgré l'absence d'un contrôle rigoureux que permettraient d'exiger les anciens droits d'octroi.

La séance est levée à 10^h 50.

Le Secrétaire général,
E. FLÉCHEY.

Le Président,
G. PAYELLE.
